

Un autre regard sur le Proche-Orient

Bulletin Internet de France-Israël Marseille
Section de Marseille de l'Association France-Israël, Alliance général Koenig

Lundi 7 mars 2011

Numéro 2

Editorial : Accouchements ?

Les insurrections arabes, inattendues, imprévues, inimaginables, se sont répandues comme une trainée de poudre de Tunis au Caire, d'Amman à Sanaa, de Tripoli et Benghazi à la Péninsule arabique... Perplexes sur l'issue de ce tsunami, nous nous demandons aujourd'hui quelle est la nature de cette étonnante montée de fièvre.

Nous hésitons à lui donner un nom : soulèvement, insurrection, émeute, coup d'état, ou pour les plus optimistes, révolution. Dans la littérature marxiste, une révolution est un accouchement, la venue d'une nouvelle société déjà en gestation dans les flancs de l'ancienne, qui bouscule les cadres existants, trop vermoulus et étriqués pour elle.

Est-ce bien au spectacle d'une mise au monde que nous invitent les bouleversements arabes, à l'émergence d'une nouvelle société porteuse de solutions aux désastres et aux impasses légués par l'ordre antérieur ? Ou n'est-ce que la rupture sans avenir d'une mince oligarchie devenue trop impopulaire, régnant sans autre projet que la domination et l'enrichissement frénétique de son clan ?

Le bilan des régimes arabes, théocratiques ou semi-laïcs, pétroliers ou non pétroliers, a quelque chose d'hallucinant. Tous ensemble (350 millions d'hommes) ils exportent chaque année, hors pétrole, moins que la Finlande (5,4 millions). Tous ensemble, ils assurent moins de 1% de la publication d'ouvrages dans le monde, soit 5 fois moins que la seule Grèce (11 millions d'habitants). Les inégalités, le chômage, l'analphabétisme, le statut de la femme les frappent comme autant de plaies d'Égypte. Et pour couronner le tout, dans nombre d'entre eux dont l'Égypte, les besoins alimentaires sont assurés par des importations de plus en plus onéreuses alors que, même si la fécondité se réduit, la population continue de croître rapidement. Le spectre de la faim plane, pour beaucoup et pour longtemps.

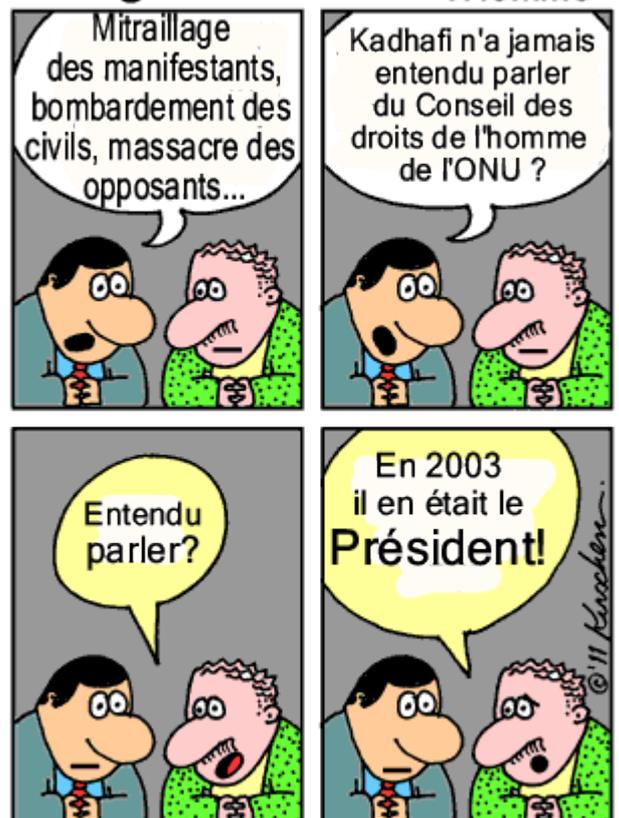
Le cocktail explosif est là: une population très jeune donc aisément inflammable, une totale absence de perspectives pour les individus, l'arrogance et la violence des couches dominantes, la répression des libertés. Ajoutons-y pour la frange sociale moyenne, la perception via Internet d'un Occident riche, libre, et ouvert, un désespoir insondable, et le terrain est prêt pour l'émeute, la violence, le sacrifice de soi.

Suite en page 2

Sommaire

- Editorial : Accouchements ?
- Réviser notre vieille politique arabe
- Réflexions sur la question Kadhafi
- Inceste et consanguinité
- Les meurtriers de 6 Coptes acquittés
- Cameron: « croire en certaines valeurs ... »
- Soulèvements arabes: qui va gagner
- Comment pensent les sociétés islamiques ?
- Si la paix vous intéresse vraiment ...
- Semaine de l'apartheid, une mascarade
- Un Saoudien parle à Stéphane Hessel
- Brèves
- Mahmoud Abbas, maître de ballet d'Obama
- Surtout, ne pas oublier l'Iran !
- Viol de Lara Logan, sinistre société égyptienne
- Le société palestinienne est-elle belliciste?
- Israël et monde musulman : disproportion !

Dry Bones *Droits de l'Homme*



www.drybonesblog.com

Suite de l'éditorial : Accouchements ?

Mais si l'on veut répondre à l'interrogation sur l'issue de cet ouragan, il faut quitter le terrain de l'émotion et de l'héroïsme révolutionnaire pour la réalité des faits.

Voit-on poindre dans les pays qui se sont débarrassés de leur dictateur (Egypte, Tunisie, demain Libye) une classe d'entrepreneurs d'envergure prête à rassembler les énergies productives de ces pays et les propulser dans la modernité? Voit-on poindre une bureaucratie d'élite en mesure d'inspirer et de coordonner un développement économique, social, culturel, sur le modèle des pays émergents. Voit-on des leaders charismatiques développer des projets mobilisateurs, ou même quelques idées nouvelles?

Rien de tout cela. Par contre, derrière les hymnes aux «aspirations démocratiques des arabes» enfin avérées, derrière les «soulèvements du peuple» se profile de plus en plus nettement le spectacle de l'anarchie, de l'émigration, des violences criminelles, de candidats au pouvoir parfois aussi démagogues, brutaux et avides que leurs prédécesseurs, et surtout, surtout, la pieuvre radicale islamiste qui déploie avec méthode et habileté ses très longues tentacules.

En Libye, au Yémen, les mouvements de protestation recouvrent des affrontements entre tribus pour la redistribution du pouvoir, du pétrole et des richesses. La junte militaire égyptienne domine l'État comme avant mais avec de nouveaux visages: elle a six mois, autant pour préparer des élections que pour assurer leur résultat. Le seul changement, c'est le nouvel essor des Frères Musulmans, désormais en mesure d'accroître leur influence sur les décisions publiques. Bernard Lewis compare leur retour à celui d'un Moyen-âge sordide. Le cheik Qaradawi, le Khomeiny égyptien comme le qualifie Guy Bechor, a pu plaider devant un million de personnes pour un régime islamique sur la désormais célèbre place Tahrir du Caire. Rachid Ghannouchi, le Qaradawi tunisien, vient de faire légaliser son parti El-Nadah. Dans les pays pressentis pour devenir les étendards de la démocratie arabe, un modèle politique est en train de poindre: celui d'un pouvoir militaire, la seule institution à rester debout, mâtiné d'une dose importante d'influence islamiste. Autant dire que l'incendie arabe, acclamé par l'Occident comme s'il incarnait sa propre libération, n'est pas loin de se métamorphoser en cauchemar.

Il est temps de réviser notre vieille politique arabe

La France a voté le vendredi 18 février au Conseil de Sécurité de l'ONU en faveur de la résolution anti-israélienne présentée par le Liban au nom de l'Autorité palestinienne.

On y trouvait les ritournelles usées qualifiant les implantations "d'illégales" et demandant qu'Israël "*puissance occupante, cesse immédiatement et complètement ses activités d'implantation dans les territoires palestiniens occupés*". Si cette résolution avait été adoptée, Israël, ses responsables et un grand nombre de ses collectivités locales auraient pu être entraînés devant les Cours de justice internationales et encourir des sanctions pénales.

L'Autorité palestinienne déploie tous les efforts imaginables pour ne pas négocier avec Israël depuis son refus des propositions d'accord d'Ehoud Olmert de l'automne 2008. Elle a fait délibérément capoter les demandes insistantes de négociations de l'administration Obama avec des exigences contraires au principe des "*négociations sans conditions*" clairement posé par cette dernière. Les Palestiniens de Ramallah ont fait le choix d'un règlement imposé par l'étranger ou par une instance internationale, contrairement aux stipulations des accords d'Oslo et aux résolutions du Quartet, en particulier celle du 6 février dernier. A travers leur projet de résolution, ils poursuivent une guérilla diplomatique contre l'État hébreu leur permettant de ne pas aborder sérieusement la question de la paix et des compromis indispensables pour l'instaurer.

En même temps, tous les observateurs constatent la poursuite de l'incitation à la haine d'Israël dans les territoires sous l'autorité de Ramallah, dans les médias, dans les écoles, ainsi que les hommages solennels rendus aux terroristes les plus sanguinaires du passé, continuant de faire de la "*Palestine*" une société foncièrement belliciste.

Il est déplorable que la diplomatie française ait choisi de soutenir cette stratégie du refus et du conflit, contraire à tous les engagements de la France et de l'Europe qui mettent les principes de solution coopérative et de négociation entre les parties au cœur de toute solution de la question proche-orientale. La manœuvre palestinienne que l'administration Obama a tenté de prévenir par tous les moyens de persuasion possibles, isole les Etats-Unis et détériore leur image de facilitateurs non partisans, les faisant apparaître comme des soutiens aveugles d'Israël, ce qu'ils sont très loin d'être en réalité.

Les experts du Quai d'Orsay et de l'Elysée devraient prendre en compte le tsunami politique qui est en train de disloquer dans les pays arabes, les régimes dictatoriaux, prédateurs, voire sanguinaires qui ont fait d'Israël un bouc émissaire pour dissimuler leurs turpitudes. Au lieu d'emboîter le pas de fauteurs de troubles, ils seraient bien avisés, car l'intérêt de la France l'exige, de prendre leurs distances avec les politiques et les stratagèmes éculés de ces régimes, parfaitement incarnés par les démarches actuelles des dirigeants de Ramallah.

Communiqué de France-Israël Marseille du 23 février 2011

Réflexions sur la question Kadhafi

Je le dis d'emblée, ce concert international de diabolisation du libyen désormais mis au ban de la société humaine indispose particulièrement mes oreilles fatiguées. Comment entendre sans grimacer les bruyants cuivres onusiens qui ont 20 ans de retard sur une partition qui aurait du être jouée dans le tempo. Au lieu de cela, l'aréopage divin accueillit à la tête de l'encensée Commission des Droits de l'Homme, le représentant de Tripoli.

Ce même représentant, Ali Triki, qui avait impunément chanté les louanges d'Adolf Hitler sur les rives de l'Hudson.

Qui donc osa s'en plaindre, sinon quelques occidentalistes plus honnis que Kadhafi ?

Comment entendre sans grimacer les chœurs français entonner à l'unisson polyphonique et politique, la poitrine gonflée, des hymnes vengeurs, eux, qui jusqu'alors avaient traité le « bouillant colonel » avec une obséquiosité à peine ironique.

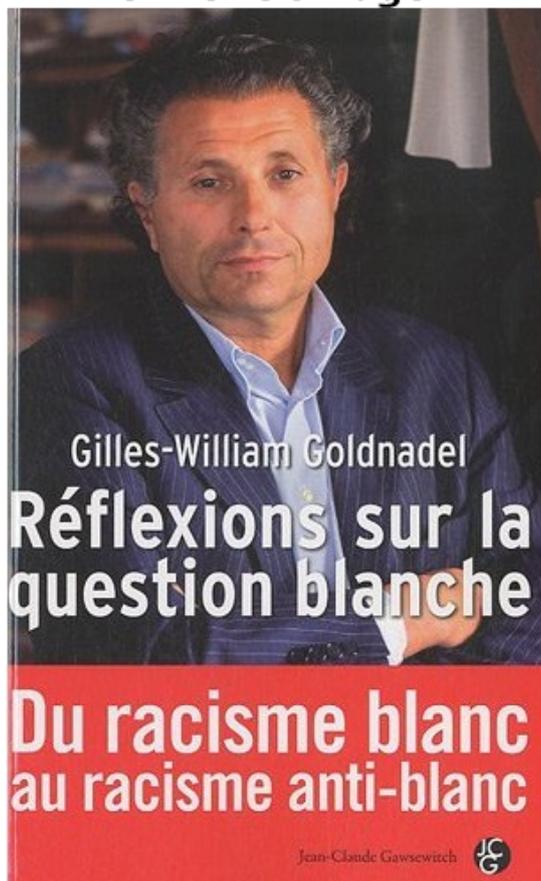
Depuis des années, à la télévision comme dans les journaux, j'ai tenté vainement d'interpeller les responsables nationaux pour leur demander s'il était digne d'un pays civilisé qui prétend vouloir défendre la sécurité de ses ressortissants et son honneur de continuer d'avoir des relations avec un régime qui protégeait un criminel.

Mais qui se souciait, en dehors des familles victimes françaises de l'attentat contre l'avion d'UTA, de ce que le beau-frère du colonel, Ahmed Senoussi, fut condamné par contumace à la prison à vie par la justice française, tout en coulant des jours heureux dans son pays ? Certainement pas, Jacques Godfrain, envoyé spécial de Jacques Chirac à Tripoli pour commémorer l'anniversaire de la procla-

mation de la *Jamarya* et qui côtoyait ledit beau-frère dans la tribune présidentielle.

On voudra bien comparer cette démission de l'ensemble des prétendues élites françaises avec l'acharnement des Américains pour faire condamner l'auteur de l'attentat contre le Boeing de la PanAm qui s'écrasa sur Lockerbie, jusqu'à ce que le gouvernement écossais l'élargisse lors d'un méchant *bargain* qui ne fit sursauter personne.

Dernier Ouvrage



Qu'on me cite également la moindre voix intellectuelle ou médiatique qui haussa le ton d'une octave, ou même poussa le moindre soupir, lorsque le gouvernement français décida de fermer son ciel aux avions de Ronald Reagan, envoyés pour châtier le tyran pour un attentat terroriste en Allemagne. Ce qui au demeurant fut suffisant pour le calmer incontinent.

Il faut dire que nos intellectuels si clairvoyants ont toujours su davantage se dresser sur leurs ergots de gallinacés indépendants à l'encontre de l'Amérique placide qu'envers la radicalité arabo-islamique.

Lorsque la Suisse, qui dans quelques jours gèlera les avoirs de la famille tripolitaine, s'excusa platement l'an dernier pour avoir cherché mauvaise querelle judiciaire à l'un des avortons du tyranneau, coupable d'un seul petit crime, qui s'en est ému dans les chancelleries, les salles de rédaction ou les salons parisiens ?

Car c'était encore comme cela, il n'y a pas 15 jours.

Tant que Kadhafi faisait assassiner des Français ou des Anglo-Saxons, prenaient en otage ou torturaient des infirmières bulgares, l'Occident coupable, forcément coupable, se taisait, le monde arabe complice se taisait, les Africains tétanisés se taisaient, et l'ONU, qui parle à présent de crimes contre l'humanité, automatiquement, le couvrait.

Il n'aurait vraiment pas du s'en prendre à des non occidentaux. Entre la question Kadhafi et ma question blanche, il n'y a qu'un seul pas à accomplir : celui d'affronter la réalité : celle d'une idéologie sournoise et mortifère qui depuis quatre décennies fait le malheur des enfants du Couchant et des enfants d'Orient.

Lorsque la dépouille du vieux dictateur sera exhibée au bout d'une pique, puissent ceux qui n'ont rien dit depuis 40 ans se taire encore un peu.

Gilles William Goldnadel

Président de France-Israël

Blog-note du 28/02/2011

<http://blognadel.over-blog.com/>

Un peu d'inceste peut créer beaucoup de consanguinité

Devant les très violentes attaques provoquées par ses attitudes sur la question tunisienne, Michèle Alliot Marie faisait peine à voir avant son éviction du gouvernement. Comme dans le cas du solide ministre *Éric Woerth*, l'opposition s'acharnait sur la personne, transformant le débat politique en accusations personnelles destructrices. Après tout la fausse affaire des diamants de Bokassa avait permis à François Mitterrand d'occuper les palais de la République pendant 14 années.

Mais à la réflexion, l'affaire MAM n'est pas mineure. Voilà une personnalité française au cœur du pouvoir, qui entretient des relations très amicales avec un magnat tunisien, Aziz Miled, lequel est aussi en affaires avec sa famille. Rien d'extraordinaire si ce n'est que la juxtaposition affaires/pouvoir/amitiés étrangères (arabes en l'occurrence) est un peu sulfureuse. Rien d'extraordinaire car une bonne part de nos élites politiques font leurs délices, sans doute bien davantage que MAM, de ce genre de relations.

On en a eu un témoignage immédiat en apprenant dans la foulée qu'Elisabeth Guigou, cette statue du commandeur es-blancher, co-présidait avec son mari, un *think tank*, l'IPEMED, voué à la promotion des rela-

tions euro-méditerranéennes, lequel vivait des subsides du même Aziz Miled et de beaucoup d'autres hom-



mes d'affaires arabes de la même eau.

Mais la surprise est venue quand on a appris que l'IPEMED était un carrefour couru où se croisaient notre gauche et notre droite avec JP Raffarin ou Alain Juppé d'un côté, Védrine et Guigou de l'autre, mais aussi français et étrangers portant des noms aussi ravissants que ceux de Javier Solana ou Romano Prodi. En un mot la fine fleur de la politique arabe française et européenne s'ébrouait dans le doux écrin offert par l'argent des nomenclatures arabes nourries au lait de la corruption, de l'extorsion et de la répression. Pour compléter le tableau, le compagnon de MAM, Patrick Ollier, s'avère être le thurifié-

raire inconditionnel de Mouammar Kadhafi, le promoteur de son image en France, au point de prétendre que la brute libyenne lisait Montesquieu. Contre quoi en échange ?

Nous nous sommes retrouvés là au centre de l'un de ces dispositifs d'influence du monde arabe sur la politique française, consistant à arroser des têtes de réseau au centre du pouvoir du pays, avec en ligne de mire deux types d'objectifs. D'abord toujours plus d'enrichissement personnel au profit des cliques des pouvoirs arabes aujourd'hui piétinés par la rue. Mais aussi la pérennité des politiques de diffamation d'Israël, et de délégitimation du poucet proche-oriental dans les instances internationales.

L'épisode MAM a donc permis de lever fugacement un pan du voile sur les relations incestueuses entre les sommets des pouvoirs européens et les cliques dictatoriales répressives et parfois sanguinaires qui maintiennent depuis des décennies les peuples arabes dans la misère et la désespérance. Relations incestueuses érigées sur le socle de la détestation d'une minuscule démocratie assiégée, l'état juif du Proche-Orient. L'Europe en finira-t-elle un jour avec son obsession antisémite immémoriale ?

Les meurtriers de 6 Coptes acquittés par la justice égyptienne

La justice égyptienne a acquitté le 20 février dernier trois hommes convaincus de meurtre sur 6 coptes (chrétiens égyptiens) qui célébraient la fête de Noël au début janvier de 2010 et d'un policier, dans la ville de Naga Hammadi. La commission américaine de l'association Internationale pour la Liberté Religieuse s'est alarmée des carences évidentes du procès qui a conduit à l'acquittement. Elle a plaidé vigoureusement pour que ces manques ne se reproduisent

pas quand se tiendra le procès des responsables de l'attentat du 1er janvier dernier contre une église copte d'Alexandrie qui a tué 23 fidèles et blessé plus de 100 autres.

Ce comportement de la justice égyptienne, postérieur au départ de Hosni Moubarak, est l'un des symptômes de l'arabisation effrénée de ce pays depuis l'avènement de Nasser et des militaires. Le sentiment d'identité égyptienne qui unissait les différentes

communautés a fait place à la domination d'une identité arabe qui a altéré le sentiment national et dégradé le statut des minorités. Les Coptes, réputés représenter moins de 10% de la population selon les autorités, approcheraient en fait les 20%. Ces dernières années, leur statut, de plus en plus précaire, a été marqué par des attentats meurtriers qui peuvent demeurer impunis comme en témoigne celui du Noël copte de 2010.

L'Europe en mutation: « croire à certaines valeurs et les propager activement »

La menace la plus grave que nous connaissons aujourd'hui réside dans les attentats terroristes, qui malheureusement, sont parfois commis par nos propres citoyens.

En vertu de la doctrine de notre État sur le multiculturalisme, nous avons encouragé les différentes cultures à vivre séparément, coupées les unes des autres et en marge de la majorité. Nous ne sommes pas parvenus à élaborer la vision d'une société dont elles se seraient toutes senties parties prenantes. Nous avons même accepté que ces communautés prennent des directions qui les conduisent à l'opposé de nos valeurs.

Ainsi, quand une personne blanche tient des propos répréhensibles, par exemple des propos racistes, nous la condamnons justement. Mais quand des propos ou des pratiques tout aussi répréhensibles émanent de personnes qui ne sont pas des blancs, franchement nous sommes trop prudents, franchement même peureux, au moment de leur demander des comptes...

Des organisations qui prétendent jouer le rôle de traits d'union avec la communauté musulmane, reçoivent des flots d'argent public bien qu'elles ne fassent pas grand-chose pour combattre l'extrémisme. Certains en ont fait la remarque, c'est comme si l'on comptait sur un parti de l'extrême droite fasciste pour combattre un mouvement violent prônant la supériorité de la race blanche. Nous devons donc évaluer ces organisations de façon pertinente: croient-elles en l'universalité des droits de l'homme, y compris les

femmes et les adeptes d'autres religions? Croient-elles dans l'égalité universelle devant la loi? Croient-elles dans la démocratie et dans le droit des peuples d'élire leurs dirigeants? Encouragent-elles l'intégration ou la séparation? ... Si elles ne réussissent pas ces tests et si elles n'obéissent pas à ces conditions, on ne doit pas entretenir de relations avec elles, et on ne doit pas leur attribuer des fonds publics, ni les impliquer dans des partenariats avec les ministères



res chez nous.

En même temps nous devons empêcher ces groupes de toucher les publics relevant des organismes financés par l'état comme les universités, où même les prisons dans le cas britannique. Maintenant, il y a des gens qui disent que ce n'est pas compatible avec la liberté d'expression et la recherche intellectuelle. Alors, je vous le demande, auriez-vous le même point de vue s'il s'agissait d'extrémistes de

droite qui recrutaient sur nos campus? Seriez-vous partisans de ne pas agir si des Chrétiens fondamentalistes qui croient que le musulman est l'ennemi conduisaient les prières dans nos prisons? Et à ceux qui disent que ces extrémistes non-violents nous aident en ce moment à préserver les citoyens jeunes et vulnérables de la violence, je réponds que c'est une absurdité....

Franchement nous devons faire preuve de beaucoup moins de tolérance passive que ces dernières années, et nous devons pratiquer un libéralisme plus actif et plus musclé. Une société adepte de la tolérance passive dit à ses citoyens "tant que vous obéissez à la loi, nous vous laisserons agir à votre guise". Elle met en avant sa neutralité devant les systèmes de valeur différents.

Mais je crois qu'un pays qui pratique un libéralisme intelligent doit faire beaucoup plus; il croit dans certaines valeurs et il les propage activement. La liberté d'expression, la liberté de culte, la démocratie, l'autorité de la loi, les droits égaux quelque soit la race, le sexe, où les préférences sexuelles. Il dit à ses citoyens que c'est ce qui nous constitue comme société. Et pour appartenir à cette société nous devons croire à tout cela. Maintenant, je suis convaincu que dans nos pays, il appartient à chacun d'entre nous d'assurer la défense de la liberté sans ambiguïté et de façon intraitable.

Extraits du discours de **David Cameron**, premier ministre britannique, à la Conférence de Munich sur la Sécurité du 5 février 2011

Soulèvements arabes: qui va gagner, qui va perdre ?

Il y a beaucoup de raisons de penser que dans quelques mois, quand on dressera un premier bilan des révoltes arabes entamées en Tunisie au mois de décembre 2010, il apparaîtra que les adversaires de l'Occident et d'Israël se seront notablement renforcés. Daniel Pipes (1) s'est dit optimiste pour avoir vu de jeunes manifestants nettoyer la place Tahrir au Caire. Il a noté que les mouvements ont été "patriotiques et marqués par un esprit d'ouverture" anticipant "une nouvelle ère où les Arabophones infantilisés deviendraient adultes". Les héros arabes pervers, Saddam Hussein, Gamal Abdel Nasser, Khomeiny, Yasser Arafat, feraient figure de repoussoirs pour les manifestants. Benny Morris (2) anticipe au contraire un affaiblissement des positions des démocraties, en s'appuyant non sur des impressions et des espérances, à la surface des événements, mais sur des faits tangibles.(1)

Des voix égyptiennes qui comptent comme celle de Ayman Nour, courageux par ailleurs, ou du tortueux Mohamed El-Baradeï, ont remis publiquement en cause le traité de paix avec Israël, demandant qu'il soit renégocié ou soumis à un référendum. L'accord avec Israël sur le gaz a aussi été mis sur la sellette. Israël envisage d'ores et déjà des options de substitution.

Tout montre qu'au plan global, l'Iran est en train de renforcer partout ses positions, tandis que celles de l'Arabie saoudite s'affaiblissent. La succession du prince Abdallah n'est toujours pas réglée, tandis qu'une extension des troubles au royaume lui-même n'est plus exclue.

L'attitude américaine a consisté à appuyer les soulèvements et à pousser les dictateurs en place au départ sans beaucoup d'égards. Ces options étaient indiscutablement frappées au coin de la morale, bien que nul ne sache vraiment quoi que ce soit de l'honorabilité des forces et des dirigeants qui seront demain aux commandes des États aujourd'hui contestés. Mais elles ont pro-

voqué chez les dirigeants encore en place une vague d'inquiétude qui les pousse à rechercher des compromis avec Téhéran. Cela donne du poids à l'hypothèse d'une expulsion de l'Amérique de toute la région qui étire d'inquiétude les responsables de l'administration américaine.

L'élimination humiliante du gouvernement Hariri à l'initiative du Hezbollah (qui a appris son éviction alors qu'il négociait à la Maison Blanche), l'empressement de l'Iran à tester les nouvelles autorités égyptiennes en envoyant des navires de guerre en Méditerranée via le Canal de Suez, tout cela montre que les cartes sont en train de se redistribuer à toute allure au Moyen Orient.

Le probable effacement américain ne peut que fragiliser les défenses d'Israël. Des autorités égyptiennes moins bien disposées envers l'oncle Sam collaboreront plus difficilement avec Israël pour réduire les flux d'armements en direction de Gaza ou stopper les infiltrations de combattants libanais ou iraniens. Elles ne feront pas grand effort non plus pour sécuriser la frontière avec Israël dans le Sinaï. Israël devra donc renforcer sa présence militaire dans cette nouvelle zone sensible.

L'état hébreu a d'ailleurs pris acte des risques de la nouvelle donne qui se profile.

Benjamin Netanyahu a souligné à quel point les accords signés avec les partenaires de la Région sont fragiles et menacés en permanence par un retournement politique. Il en a conclu que seules de solides garanties de terrain peuvent assurer la mise en œuvre effective d'accords éventuels. Une présence militaire israélienne dans la Vallée du Jourdain par exemple.

Devant cette menace, Israël a commencé à changer de ton. L'ancien chef d'état major Uzi Dayan, a demandé que son pays fasse bien comprendre à ses interlocuteurs et partenaires que la violation des accords de Camp David serait considérée comme un "casus belli". Il a

aussi proposé d'améliorer la mobilité des troupes pour qu'elles puissent sauter d'un front à l'autre, Israël pouvant être menacé simultanément au Nord et au Sud. Yaakov Amidror, un général de réserve très écouté, envisage même la reconstitution d'un corps d'armée du front Sud face au Sinaï.

Pour couronner le tout, on apprend qu'un second site nucléaire syrien vient d'être identifié; il serait connecté à celui de Dair Alzour qui a été détruit en 2007 par une frappe israélienne. La Syrie continue de vouloir apporter sa pierre à la nucléarisation du Moyen Orient.

Ni l'Occident, ni l'Europe ne peuvent ignorer ces défis. Ils doivent prendre conscience que l'Axe iranien qui se déploie aujourd'hui en compagnie de la Turquie, n'est pas fondamentalement un Axe arabe. Les élites de ces pays n'ont rien à voir avec les princes et les généraux arabes, étriqués et cupides, plus soucieux de leur trésor personnel et de leur petit carré de pouvoir. Elles sont sensibles aux grandes idéologies impériales et elles ont juré d'expulser l'Occident et les non-musulmans de l'aire arabomusulmane du Moyen Orient. Il semble qu'elles ont appris à mener des projets de grand ampleur et de longue durée. Les soulèvements arabes sont pour elles une occasion unique de mettre la main sur de nouveaux atouts stratégiques. Les Européens et les Américains soumis au plus sérieux défi de l'après-guerre seraient avisés de faire le bon diagnostic, mais surtout de se préparer à agir.

(1) *Mon optimisme au sujet de la nouvelle révolte arabe* National Review Online, le 1er mars 2011

<http://fr.danielpipes.org/9545/nouvelle-revolte-arabe>

(2) *Losing the Middle East*, The National Interest 22 février 2011

<http://nationalinterest.org/commentary/losing-middle-east-4921>

Conspiration, sorcellerie, comment pensent les sociétés islamiques

Au Moyen âge la pensée magique inventait des chats noirs, des chauves souris et des hiboux maléfiques. Cette pensée magique, présente sous toutes les latitudes et dans tous les groupes humains, a beaucoup de mal à reculer dans le monde arabo-musulman, Raymond Ibrahim nous explique pourquoi.

Les théories de la conspiration apparues dans le monde musulman n'ont rien de nouveau. Il y a une décennie, Israël avait été accusé d'avoir mené les attaques du 11 septembre; il est aujourd'hui accusé de l'explosion d'une église copte. Ces théories cocasses ne sont pas prises au sérieux en Occident.

Un examen soigneux de ces théories révèle cependant une tendance pathologique qui doit être bien comprise surtout des dirigeants occidentaux en relation avec le monde musulman qui font l'hypothèse que tous les musulmans "pensent comme nous".

Voyons pour commencer les théories de la conspiration qui traitent d'animaux agissant pour le compte de leur maîtres.

«**Les Iraniens arrêtent 14 écureuils pour espionnage**»: selon l'agence de presse IRNA financée par l'état, «des agents de renseignement ont arrêté 14 écureuils en Iran. Les écureuils avaient des dispositifs d'espionnage de services étrangers et ils ont été interceptés avant d'entrer en action grâce à la vigilance de nos services de renseignement.» (L'Iran a aussi arrêté des "pigeons espions" accusés de travailler pour Israël.)

«**Israël lâche des rats et des cochons contre les Arabes de Jérusalem**»: selon Wafa, l'agence de presse de l'Autorité palestinienne, Israël «utilise des pigeons sauvages pour entraîner les Palestiniens hors de leurs demeures» et «les rats utilisés comme armes par Israël pour déplacer et expulser les résidents arabes de la Vieille Ville de Jérusalem".

"**Israël est responsable d'une attaque meurtrière au moyen de requins et de méduses mortelles en Mer Rouge.**" Selon le gouverneur du Sud-Sinaï Mohamed Abdel, "il n'est pas exclu que Mossad ait jeté le requin meurtrier (à la mer) pour frapper le tourisme en Égypte, mais il faudra du temps pour en avoir la confirmation."

L'Arabie saoudite "arrête" un vautour dans le cadre d'un "complot

sioniste". Selon une information de la BBC, le vautour semble avoir été marqué par des chercheurs de l'Université de Tel Aviv pour étudier des modèles migratoires; quand même, "l'oiseau pourrait se voir infliger une terrible punition par le système judiciaire saoudien connu pour sa sévérité légendaire."

Tout en s'interrogeant sur la plausibilité de ces accusations, voici le dernier exemple de la même eau qui date tout juste du mois dernier. Selon Walid Muhammad Hajj, un ancien prisonnier de Guantanamo, les Juifs de cette prison lançaient des "sortilèges" sur les prisonniers musulmans, utilisant entre autres des oiseaux ensorcelés et un félin fantôme qui essaya de sodomiser Walid.

«Le procédé le plus courant pour saper le moral des frères [les prisonniers musulmans] était la sorcellerie... Il y avait, bien sûr, des Juifs dans [la direction] de la base de Guantanamo, lesquels posaient des pièges aux gens... Je me souviens d'un incident avec un type qui était assis près de moi le matin. Quand ils apportèrent le lait, il se mit à uriner dedans. Je lui ai dit: pourquoi avez-vous uriné dans le lait?» Nous avons compris qu'il était envoûté. Une fois un peu revenu à lui, après la lecture de versets du Coran, il me dit: "Les oiseaux posés sur les barbelés ont dû me parler et me dire d'uriner dans le lait"... Un jour, alors que je dormais sur le plancher, pas sur un lit, je sentis tout à coup qu'un chat tentait de me pénétrer. Il essaya de me pénétrer à maintes reprises. Je récitais le verset Kursi encore et encore [Coran 2:255] jusqu'à ce que le chat me laisse tranquille.

Le Coran dépeint les fourmis et les oiseaux comme dotés de pouvoirs de sorcellerie, et un chapitre entier est consacré aux Djinn (Sura 72); que le Hamas a arrêté 150 "sorcières" à Gaza l'an dernier; que le Prophète de l'islam, Mohamed, décréta que les chiens noirs devaient mourir, "parce que ce sont des diables"; qu'il y a une

fatwa enjoignant de tuer Mickey (le personnage de bandes dessinées) puisque les rongeurs sont "des corrupteurs, sous l'emprise de Satan". Il n'est guère surprenant que les animaux soit dépeints comme des agents des Infidèles.

Ce qui crée la surprise, c'est la source de ces histoires. Après tout on trouve des théories de la conspiration aussi bien en Occident. Mais elles sont confinées à la marge de l'opinion. A l'inverse, les accusations sur les animaux signalées plus haut proviennent de sources du monde musulman "faisant autorité". Les écureuils espions viennent d'une agence de presse financée par l'État iranien; les rats et les porcs déchainés des médias de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas; les requins destructeurs de tourisme d'un responsable égyptien, le vautour espion soumis aux foudres de la Sharia, des médias saoudiens.

Sur Guantanamo, le problème n'est pas qu'un Walid Muhammad Hajj croie à des sornettes, mais qu'Al Jazeera, le média le plus écouté du monde arabe raconte cette histoire en "prime time". L'invité en costume-cravate était très sympathique, mais aucun doute n'a été jeté sur son histoire et cela en dit long. (...)

Une conclusion s'impose. Les médias, surtout ceux qui traitent de l'information, reflètent les préoccupations de leur société. Imaginons que CNN invite dans un programme diffusé en "prime time" quelqu'un qui accuse sans rire des gens de sorcellerie, parle d'oiseaux et de rats violeurs, et qu'il suscite un intérêt sincère de la part de ses hôtes. Qu'est-ce que cela nous apprendrait de la mentalité des Américains?

Qu'entrevoyons-nous alors de la façon de penser des musulmans?

Titre original : Bewitched Animals and the Muslim Media

Raymond Ibrahim Hudson New York, 26 janvier 2011

Si la paix vous intéresse vraiment ...

Les premières escarmouches du conflit israélo-arabe datent du début du 20^{ème} siècle, et les processus de paix des années 90 ont désormais de près de 20 ans. La paix n'est toujours pas là, et dans la conjoncture des soulèvements arabes elle pourrait s'être encore éloignée. Puisque tant d'efforts ont échoué, celui qui désire sincèrement penser la paix doit être prêt à accepter des idées nouvelles, à se débarrasser de vieux mythes, et à reconsidérer des grilles conceptuelles qui ont montré leur stérilité.

Commençons par la notion même de paix. A l'évidence, la paix semble être l'aboutissement d'un processus diplomatique (négociations-compromis-signature d'un accord). On imagine aussi une cérémonie, un défilé, des drapeaux et des hymnes. C'est-à-dire que l'on pose l'hypothèse que les situations de guerre et de paix sont deux cas de figure exclusifs, séparés par des frontières franches. Cette vision est celle des traités de Westphalie (1648) qui instauraient pour la première fois en Europe un ordre négocié entre les puissances. On a pu alors distinguer clairement guerre et paix, alors qu'auparavant les deux régimes coexistaient, se superposaient, ou demeuraient "dissous" l'un dans l'autre. Malheureusement ce modèle n'a plus aucune valeur s'il en a jamais eu une. La première guerre mondiale s'est achevée par une paix dans les formes (Versailles 1920) qui était grosse d'une nouvelle guerre. La guerre était dans la paix. La seconde guerre mondiale s'est achevée par la capitulation de l'Axe et la signature de traités, mais seules des décennies d'occupation intrusive des vaincus par les alliés ont garanti effectivement l'avènement d'une ère de paix. C'est à cette longue occupation/épuration et non à des accords que l'on doit cet aboutisse-

ment et cette séparation effective entre guerre et paix.

Aujourd'hui, la guerre a subi des mutations (on parle de guerres de 4^{ème} génération) qui ont enlevé toute valeur à la distinction radicale entre temps de guerre et temps paix. Uniformes, drapeaux, hiérarchies militaires, droit de la guerre n'entrent plus sérieusement en compte dans les anticipations stratégiques des menaces à venir. L'*Uppsala Conflict Data Program*, une base de données qui couvre tous les conflits depuis 1946, nous apprend que depuis cette date, il y a eu 150 conflits impliquant, comme le conflit israélo-arabe, des acteurs non étatiques, dont 8, seulement 8, se sont achevés par un accord de paix.

Par contre, il y a des situations innombrables de fronts "stabilisés", c'est-à-dire des situations de non-guerre *de facto*, non consacrées par des accords formels. Par exemple la Turquie occupe une partie de l'île de Chypre depuis plusieurs décennies : il y a conflit mais pas guerre. Vouloir formaliser par un règlement diplomatique ce type de situation aboutit généralement à crispier les antagonismes et, ô paradoxe, à réactiver le conflit armé. Les processus de paix israélo-palestiniens initiés par les Américains ont toujours conduit à élever le niveau de violence, parfois jusqu'à la guerre comme en 2000, car les chefs palestiniens savent que formaliser leur acceptation d'une souveraineté juive dans l'ancienne Palestine leur enlèverait instantanément toute légitimité. Une certaine lecture de l'islam dit en effet que "nul n'a le droit de céder une terre sacrée", tandis que par contre, la guerre conforte la légitimité des chefs dans cette culture si distante de la raison occidentale. Vous vou-

lez la guerre à Chypre? C'est très simple, il n'y a qu'à obliger les Chypriotes grecs et les Turcs à signer un accord de paix définitif. Comment s'étonner alors des échecs récurrents des "processus de paix" israélo-palestiniens.

Penser la paix exige ensuite de balayer les mythes incrustés dans les esprits par les machines de propagande.

Le mythe de la "colonisation israélienne" en premier. Il n'y a plus d'État constitué en Cisjordanie, anciennes Judée et Samarie, la "Palestine" n'a jamais été un État, depuis l'effondrement des royaumes juifs de l'antiquité. Depuis, ces provinces ont été sous l'empire de conquérants et d'occupants successifs. Elle n'ont plus jamais eu une capitale propre, une souveraineté propre, ou arboré un drapeau national. Le mandat de la SDN de 1922 en a fait le foyer national du peuple juif. Par la suite, les Arabes ou les Palestiniens ont toujours refusé la solution des deux états qui aurait abouti à un partage juridique de la terre : cela en 1937, en 1947, en 1949, en 1967 (les "non" de Khartoum) en 2000, en 2001, en 2008. En attendant un accord, les stipulations du Mandat ne sont pas caduques et ces territoires sont toujours à partager. Les implantations juives sont de ce fait rigoureusement légales (on devrait d'ailleurs comme le note Shmuel Trigano les appeler des Kibboutz). Le dernier accord dénommé "accords d'Oslo" renvoie la définition de frontières à une négociation sur le statut final et de mentionne jamais une quelconque restriction des constructions juives. Parler de colonisation dans le cas de territoires qui n'ont jamais été ceux d'un pays souverain, mais que le Mandat ouvre au peuple juif, est le tour de force quotidien des propagandes

Si la paix vous intéresse vraiment ...

euro-arabes et des *alterjuifs* en mal d'identité. D'autant que doctrinalement le sionisme exclut autant que possible d'avoir à gouverner des Arabes et souhaite ardemment la séparation, donc le compromis territorial. Encore faut-il avoir un vis-à-vis qui accepte quand même votre droit d'exister.

Le mythe de l'occupation est une autre chausse-trappe pour celui qui veut penser authentiquement la paix. L'Autorité palestinienne régit 98% des Palestiniens sur 95 % de la Cisjordanie. Israël y intervient exclusivement pour des questions de sécurité, le plus souvent en accord avec les autorités de Ramallah et très souvent à leur demande. Les Palestiniens "colonisés" peuvent mener des campagnes mondiales contre leur "occupant", le trainer devant toutes les instances internationales, sans risquer rien de plus que des marques d'humeur ou des appels à la raison. Étrange "colonisation", étrange "occupation". "L'occupation" existe toujours, mais plutôt comme fantasme des extrêmes gauches occidentales et vocifération des propagandes. Sa principale fonction est d'empêcher de penser la paix.

D'autres mythes apportent leur pierre à la confusion voulue de la pensée. Celui de la nation palestinienne, celui du soutien inconditionnel américain à Israël, celui des Territoires contre la paix, celui des concessions israéliennes facilitatrices, celui de la prise de risques pour la paix, etc.

Revenons à notre question initiale: voulez-vous la paix ? Beaucoup n'en veulent pas. La non-paix, un certain niveau de violence, font affluer les dollars et les euros par millions dans les

poches bien larges des élites palestiniennes du pouvoir, avec en prime des torrents de sollicitude occidentale. Les canons idéologiques et religieux comme les éléments de culture tribale de ces élites les inclinent à refuser le pouvoir juif, incarnation par lui-même de la défaite. Enfin la non-paix est pour ces dirigeants arabes le moyen le plus sûr d'éviter le couteau du jihadiste.

Beaucoup ne veulent pas de la paix, mais comment doivent penser ceux qui la veulent et qui existent aussi? Le meilleur moyen d'aborder ce problème est de raisonner, non pas en termes juridiques, diplomatiques ou même politiques, mais en termes d'équilibre du théâtre stratégique local.

Sur un théâtre stratégique, disons une région homogène quelconque du monde, il y a en général plusieurs centres de souveraineté, nécessairement concurrents sur différents sujets. Quand le théâtre est équilibré, la solution des conflits est en principe non militaire parce que nul n'a intérêt à faire le choix de l'épreuve de force. C'est le cas par exemple de l'Europe occidentale où les positions sont équilibrées. Les problèmes surgissent à partir du moment où sur un théâtre donné, des déséquilibres importants apparaissent. Par exemple aujourd'hui, en Extrême Orient, la montée de la puissance chinoise remet en cause la sécurité du Japon. Autre exemple, celui de la poussée de l'Iran. Sa quasi prise de contrôle du Liban, ses programmes nucléaires et balistiques sont en train de bouleverser les équilibres entre sunnites et chiites, et la sécurité de nombreux régimes arabes. Théâtres en déséquilibre, théâtres de guerre.

De quoi dépendent la paix israélo-palestinienne, la paix israélo-arabe, et même la paix israélo-musulmane, si cette notion a un sens? Elles dépendent de la capacité d'Israël de dissuader ce vaste environnement d'utiliser la force dans le règlement de ses conflits avec lui. Par exemple, Anouar Al Sadate avait conclu après la guerre de 1973 que l'Égypte ne pourrait pas détruire militairement Israël. Il a alors prononcé un fameux discours évoquant les traditions d'accueil des peuples arabes pour accepter la souveraineté juive, impossible à éliminer de la région. Il l'a payé de sa vie.

La paix au Proche Orient dépend donc directement de la force d'Israël, c'est-à-dire de sa cohésion interne et de ses alliances internationales. Quand ses "alliés" imposent à Israël des concessions irresponsables, quand ils donnent des gages permanents de soutien à ses adversaires comme le font quotidiennement l'Europe, la France, et maintenant l'administration Obama, ils renforcent parmi ses ennemis le camp de ceux pour qui, vu l'affaiblissement de l'adversaire, il est rationnel de poursuivre et d'amplifier le conflit. En d'autres termes, en affaiblissant politiquement Israël, on entretient le conflit, on pérennise la guerre. Et plus Israël paraîtra affaibli par les politiques européennes et américaines, plus le spectre de la guerre hantera le Proche-Orient.

Vous voulez la paix ? Soutenez Israël, politiquement, idéologiquement, militairement. Il n'y a pas d'autre solution rationnelle pour instaurer une paix conforme à la terrible modernité entre Israël et ses dangereux voisins.

Jean-Pierre Bensimon

Semaine de l'apartheid: le virus de la haine tue aussi ceux qui en sont porteurs

La semaine de l'apartheid va s'étaler au cœur du mois de mars en Europe et aux Etats-Unis. Il est particulièrement délectable de voir ce prolongement du festival de la haine organisé en septembre 2001 à Durban, battu comme plâtre par ses propres démons. Car la «semaine» va recevoir tous les jours le démenti de la rue arabe, aux prises avec ses vrais ennemis, les régimes qui ont inventé la fiction de l'apartheid israélien, et indifférente au «problème palestinien» monté de toutes pièces.

Car il faut le savoir, c'est désormais une auto-hallucination exclusivement européenne.

Brian O'Neill en a fait une analyse décapante dans *The Australian*. Il commence par remarquer que sur la place Tahrir au Caire, il n'y avait pas de slogan du genre «mort à Israël». Mais au même moment dans les manifestations de soutien de Londres, on voyait des placards «Palestine libre!»

Alors que les Arabes combattent leurs vrais ennemis, l'extrême gauche et les Verts occidentaux continuent d'entrer dans une transe hai-

neuse d'Israël à la seule évocation des Palestiniens.

Mais ces étranges amis se montrent en réalité totalement indifférents aux vrais intérêts de leur objet d'amour. Ils ne parlent jamais du développement économique de la Cisjordanie ou Gaza, des problèmes sanitaires, de sécurité, judiciaires, etc. Non ce qui les motive exclusivement, c'est de voir dans les Palestiniens des victimes, qu'il faut protéger de l'ogre israélien.

O'Neill en conclut que le pro-palestinisme est davantage un problème anthropologique qu'un problème politique. Les Palestiniens sont moins vus comme un peuple que comme une tribu curieuse qu'il faut aiguillonner et préserver. La mode de cette gauche consiste à la singer en ne quittant jamais son keffieh. C'est une politique de la pitié plus que de la solidarité. Elle désire davantage convertir les Palestiniens à sa religion laïque que prendre les armes avec eux.

Mais le point le plus intéressant a trait au narcissisme intense de cette extrême gauche ointe de pitié. L'auteur remarque à propos de la mort de Rachel Corrie en 2003,

écrasée par un tracteur à Gaza, qu'elle conduisit à créer une pièce de théâtre baptisée : « *Mon nom est Rachel Corrie* » De même la mort d'un autre militant à Gaza en 2004, Tom Hurndall, donna naissance à un film « *Le meurtre par balles de Tom Hurndall* ». Ce sont les activistes occidentaux, leur courage et leur dévouement empreint de piété et non les Palestiniens qui sont mis en avant. En Palestine, ces Occidentaux sont à la recherche d'eux-mêmes, pas des Palestiniens concrets, en chair et en os. Celui qui est « pour la Palestine » est du côté du bien et cela lui suffit.

Leur longue hallucination et le virus de la haine qui les habite les coupe totalement de la réalité. Ils ne voient rien des méfaits du Hamas, tangibles eux, ni des répressions sanguinaires des chefs arabes sur leurs peuples, etc.

A eux la semaine de la mascarade. D'après *Palestine an obsession of radical West, not Arabs* 16 févr 2011

<http://www.theaustralian.com.au/news/opinion/palestine-an-obsession-of-radical-west-not-arabs/story-e6fgr6zo-1226006572220>

Les réflexions d'un saoudien à l'attention de Stéphane Hessel

« Israël mérite le respect »

Le journaliste saoudien Fahd Amer Ahmadi vient d'écrire un article dans le journal *Saudi Al-Riyadh* sous le titre : **"Malheureusement, Israël est un pays qui mérite le respect."** Et il ajoute : "C'est une triste vérité, messieurs... Vous pourrez me contredire autant que vous voudrez... Mais cette vérité est établie par une comparaison tout à fait objective."

Ahmadi poursuit : "Israël est supérieur à tous les pays arabes et musulmans en matière de démocratie et d'intégrité politique (ce qui est prouvé par les rapports annuels de nombreuses organisations interna-

tionales)." Ahmadi donne ensuite quelques exemples à l'appui de ses affirmations: il mentionne



qu'une déduction a été faite sur le salaire du premier ministre Netanyahu pour régler son crédit automobile, et que l'ancien premier

ministre Olmert a été traduit en justice pour 150.000 dollars reçus à titre de "donation", alors qu'il était maire de Jérusalem.

Et il poursuit : "Aujourd'hui Israël est à la troisième place dans le monde pour les exportations d'armes et à la première place pour la production de drones. C'est aussi le pays le plus petit au monde, capable de produire des tanks et des avions de combat, et il est le sixième État possesseur d'armes nucléaires."

Al Bawaba News 18 janvier 2011

<http://www1.albawaba.com/main-headlines/saudi-writer-israel-deserves-respect>

Inattendu : les Arabes israéliens plus attentifs à la réussite scolaire de leurs enfants que les Juifs

Une étude à paraître prochainement, menée par les docteurs Bruria Shadel et Yovav Eshet de la Faculté de la Galilée Occidentale, porte sur l'implication et l'attente des parents dans l'éducation de leurs enfants.

Les chercheurs ont interrogé 1200 parents, 2300 élèves et 200 instituteurs de 20 écoles primaires du Nord d'Israël. Parmi les sondés se trouvent des Juifs et des Arabes.

Il ressort de l'étude que seulement 37% des parents israéliens juifs considèrent qu'il est important que les enfants fassent leurs devoirs, alors que 60% des parents israéliens arabes sont de cet avis.

On retrouve aussi une différence significative au niveau des élèves : 58% des élèves israéliens juifs disent qu'ils font tous leurs devoirs et 13% d'entre eux disent aimer cette activité, alors qu'ils sont respectivement 78% et 64% chez les élèves israéliens arabes à donner ces réponses.

Il apparaît également que les instituteurs arabes attachent plus d'importance aux devoirs que leurs collègues juifs.

David Koskas Israel-Infos du 23 février 2011



Quand des Palestiniens torturent des Palestiniens



La fameuse ONG des droits de l'homme Human Rights Watch aux options si contestables vient de publier un appel surprenant. Elle demande aux Etats-Unis et à l'Union européenne d'interrompre ses financements des forces palestiniennes de sécurité de Cisjordanie. Le motif ? Les tortures infligées par cette police palestinienne aux Palestiniens. Depuis janvier 2009, plus de 360 plaintes pour torture ont été déposées contre cette police auprès du médiateur palestinien en charge des droits de l'homme. Or aucun responsable palestinien n'a été reconnu coupable d'un fait de torture ni d'un autre manquement du même ordre.

Un certain Haitham Amer est mort durant un interrogatoire des forces de sécurité à Hébron. Les cinq inculpés pour ce meurtre ont été acquittés par un tribunal militaire pour manque de preuves, alors que le rapport d'autopsie affirme que le décès est dû à la torture. Notons cependant que les administrés de Ramallah peuvent au moins déposer plainte, et même avoir un procès qu'il perdront, privilège rarissime dans le monde arabe.

Une première femme arabe docteur en chirurgie plastique en Israël

Et oui, au pays de l'apartheid, Rania Elkhatib, 28 ans, vient de décrocher son diplôme de chirurgie plastique à l'hôpital Rambam de Haïfa, où 30% des médecins sont des femmes. Yehuda Ullmann, le chef du département hospitalier où elle a poursuivi sa formation, a souligné que l'attribution des diplômes était exclusivement fonction du mérite. " Rania Elkhatib a été choisie non pas parce qu'elle est arabe, non pas parce qu'elle est une femme, mais parce qu'elle est brillante." Dont acte, mais il est plaisant d'observer que cette personne brillante a pu réaliser son rêve sans que son statut de d'Arabe, ni son statut de femme soient une entrave. Il est vrai que nous sommes à Haïfa (Israël). Voilà qui justifie sans doute l'accusation d'apartheid et les noms d'oiseaux dont les amis de Stéphane Hessel abreuvent l'état hébreu. Et toute nos félicitations et nos vœux à Mme Rania Elkhatib !



Le Hamas est égal à lui-même



Depuis son accession au pouvoir à l'issue d'un coup d'état violent en juin 2007, le Hamas a interdit la Saint Valentin. Les amoureux sont sommés de s'abstenir d'échanger un bouquet de fleurs ou de faire une fête, alors que la bande de Gaza produit beaucoup de fleurs qu'elle vend à l'Europe avec la bénédiction d'Israël. (Ô blocus!). Mais voilà que le Hamas vient d'étendre le territoire de sa chasse aux mœurs coupables. Il vient d'interdire que des hommes soient présents dans les salons de coiffure pour femmes, y compris les coiffeurs stylistes. Cette interdiction s'ajoute à beaucoup d'autres qui signalent la même ouverture d'esprit; ainsi les femmes n'ont pas le droit d'enfourcher un cyclomoteur derrière un homme, de fumer du narguilé au café, ou de plaider sans voile si elle sont avocates.

Dans la même veine, les amis iraniens du Hamas viennent d'interdire la diffusion de recettes de cuisine occidentale par les média public. Les ménagères, encore elles, devront bien se tenir.

Mahmoud Abbas, maître de ballet de Barack Obama

Que recherchent vraiment les grands acteurs de la scène israélo-palestinienne ?



MAHMOUD ABBAS



BARACK OBAMA



BENJAMIN NETANYAHOU

La disparition du pouvoir juif en Palestine est l'engagement de sa vie.

Il sait qu'il n'a pas des moyens d'une épreuve militaire avec Israël, mais si les Arabes engagent la guerre, il suivra.

Il n'est pas question pour lui de signer un accord définitif qui consacrerait l'existence d'une souveraineté juive sur une terre d'Islam. Il sait qu'il deviendrait un *Koufar*, qu'il y laisserait la vie.

Il pense aussi qu'Israël est sur la voie de l'affaiblissement et que le temps travaille pour sa cause.

Pour ne pas être contraint par Obama de signer un texte, il multiplie les obstacles à la négociation, élevant sans cesse le niveau de ses exigences. Il veut unilatéralement un gel des constructions, il ne bouge pas d'un pouce sur les réfugiés, il exige ouvertement un État palestinien *Judenrein*.

En attendant que le fruit tombe, il continue de chauffer à blanc l'opinion palestinienne, il honore les *shahids* dont la seule gloire est d'avoir tué des Juifs, femmes et enfants compris.

En attendant, il poursuit aussi la politique de grignotage, en orchestrant une guerre diplomatique de grand style contre Israël. Il a obtenu le rapport Goldstone accusant Israël de crimes de guerre, il multiplie les initiatives pour une reconnaissance unilatérale de son État par un maximum de pays. Il tente d'obtenir une condamnation des implantations israéliennes comme «illégales» par le Conseil de Sécurité.

Aujourd'hui il punit Obama (!) pour ne pas avoir voté sa résolution le 18 février dernier.

Comme ses prédécesseurs, sa priorité consiste à préserver avant tout les liens de l'Amérique avec ses alliés arabes.

Il pense que l'Amérique doit afficher plus que jamais son intérêt et son respect pour les musulmans et les Arabes.

Il semble éprouver une répulsion quasi physique pour Israël, peut-être le fait des relations étroites qu'il a entretenues avec les figures du palestinisme aux Etats-Unis comme Edward Saïd ou Rachid Khalidi.

Il sait en même temps que l'opinion américaine et une grande majorité de la classe politique sont conscientes d'une proximité culturelle avec l'État juif, et du besoin pour l'Amérique d'un allié sûr et solide dans une région instable.

Totalement incapable de comprendre la façon de penser de ses partenaires arabes, il croit attirer leur sympathie en agréant leurs demandes et en humiliant Israël, l'effet étant exactement inverse en réalité.

Il vient d'opposer le veto américain à la résolution inspirée par Ramallah après avoir supplié patement Abbas de la retirer. Son opinion publique, comme la politique traditionnelle de règlement négocié ne lui laissaient pas le choix.

En compensation, il a fait tenir par sa représentante des déclarations féroce-ment anti israéliennes, réaffirmant «l'illégitimité» des implantations et soulignant à quel point elles seraient un obstacle à la paix.

De nombreux indices montrent qu'il prépare une nouvelle vague de pressions sur Israël.

Dès son arrivée au pouvoir à peu près en même temps qu'Obama, il a dû gérer la dégradation affichée des relations de son pays avec son principal allié, au moment où la menace existentielle iranienne se faisait pressante.

Il est convaincu que la racine du conflit avec les Palestiniens tient à leur espoir d'engloutir un jour Israël d'une façon ou d'une autre. Il pense donc que la seule preuve d'une fin de conflit serait la reconnaissance d'Israël comme souveraineté juive par ses adversaires.

Par ailleurs, il ne semble pas prêt à rediviser Jérusalem, colonne vertébrale de l'identité juive, et il connaît bien les impératifs vitaux de sécurité d'Israël comme la démilitarisation totale d'un éventuel État palestinien, le contrôle de la vallée du Jourdain (couloir de pénétration vers le cœur d'Israël), et le non-retour des réfugiés palestiniens.

Il est prêt à faire preuve de toute la souplesse imaginable à condition de ne pas faire courir des risques majeurs à son pays. Il a accepté des exigences américaines et palestiniennes presque fantaisistes (gel des constructions, négociations indirectes) mais il a refusé qu'Abbas introduise des conditions préalables pour négocier.

Il sait que la plus mauvaise position en politique est de laisser à l'adversaire le privilège de l'initiative. Il tente aujourd'hui de proposer un État palestinien intérimaire démilitarisé pour ne pas acculer Abbas à des décisions qu'il ne peut pas prendre. En même temps il lui faut anticiper les grossières erreurs dont l'administration Obama est une experte inégalée.

Surtout, ne pas oublier l'Iran !

L'immense vague qui soulève partout les masses arabes focalise à juste titre l'attention de tous les observateurs d'une histoire en train de se faire. Cette vague a à peine effleuré l'Iran, qui n'est pas arabe mais l'héritière de la vieille culture perse.

En conséquence, **on a un peu oublié le fantastique danger iranien émanant d'un régime théo-fasciste appuyé sur des milices sanguinaires, les Bassiji.** Un régime qui pend et lapide à tour de bras sans beaucoup inquiéter l'ONU ni le cortège des grands 'indignés' de notre époque. C'est le fauteur contemporain d'à peu près toutes les tensions et guerres du Proche et du Moyen-Orient, sans oublier l'Afghanistan. Il veut faire aboutir un ambitieux programme balistique et nucléaire. Son but est de devenir une grande puissance et d'expulser l'Occident de ses positions dans la région, positions vitales pour ce dernier quand on sait que plus de la moitié des flux pétroliers empruntent le détroit d'Ormuz à quelques encablures de l'Iran.

Mais l'idée d'une surestimation de la menace iranienne s'est mise à prévaloir. Le virus Stuxnet n'était-il pas en train d'annihiler les centrifugeuses et de stopper l'enrichissement de l'uranium, certains dirigeants israéliens n'ont-ils pas fait des déclarations embrouillées sur l'échéance de la bombe, le pouvoir des mollahs,

haï des siens, n'allait-il pas vaciller ?.

Aujourd'hui, on peut affirmer que la réponse à ces questions est négative. **Il est urgent de remettre l'Iran à sa vraie place dans la liste des priorités de l'Occident** : deux faits nous y invitent avec insistance.

Il apparaît tout d'abord que **le ralentissement sensible du programme d'enrichissement causé par le virus Stuxnet est désormais une affaire du passé.** Non seulement l'enrichissement a repris, mais il semble que son rythme soit plus rapide que jamais. Pire encore, selon le ministre de la défense israélien, l'Iran aurait surmonté d'autres difficultés techniques, et s'il le voulait, il pourrait faire exploser sa première bombe dans l'année. Si l'Iran décide de passer à la fabrication de la bombe dont il possède les plans depuis longtemps, il ne rencontrera pas beaucoup d'obstacles techniques sur son chemin. Rappelons que le couplage de la bombe et du programme balistique iranien ne menacent pas seulement Israël mais aussi, progressivement, toutes les grandes concentrations démographiques d'Europe occidentale, les zones urbaines de Marseille, Lyon, Paris entre autres.

Ensuite, il y a eu le passage des deux navires de guerre iranien par le Canal de Suez pour la première fois depuis 1979. Le nouveau pouvoir égyptien a décidé en

toute connaissance de cause de révoquer une politique trentenaire d'interdiction imposée à l'Iran. Pour prétexte, le général Mukhtar Al-Mulla, du Conseil militaire suprême égyptien, a déterré la Convention de Constantinople de 1888 qui ne stipulerait l'interdiction "que si [c'est] un pays contre lequel je suis en guerre ou [s'il] transporte une cargaison dangereuse ou illégale." Pour l'Iran, il s'agissait à la fois de tester les nouvelles autorités d'Égypte et d'afficher au nez de l'Occident une redistribution historique des cartes en Méditerranée. Narguant Israël, il vient donc de livrer par la mer à la Syrie, ce qui est vraisemblablement une cargaison de missiles à destination du Hezbollah. **L'Iran renforce aussi sa présence à Gaza,** profitant de la dislocation du mince barrage égyptien au trafic d'armes et d'une vacuité du pouvoir égyptien dans le Sinaï.

L'Iran que l'on était en train d'oublier, poursuit donc avec persévérance ses redoutables projets hégémoniques. **Pire encore il profite de la situation pour les accélérer, s'installer en Méditerranée, et afficher ses succès avec une arrogance voulue.** C'est nous Français, Européens, Occidentaux, qui sommes les vraies cibles du théo-fascisme iranien dont les forces armées s'incrustent à présent à deux pas de nos centres démographiques et économiques les plus essentiels.

Sinistre viol de Lara Logan et sinistre société égyptienne

Lara Logan est une jeune et belle journaliste confirmée de la chaîne CBS. Elle a subi une agression sexuelle innommable sur la fameuse place Tahrir du Caire au moment où le mouvement «démocratique révolutionnaire» brillait de tous ses feux. Elle a dû son salut à un groupe de femmes finalement appuyées par des policiers.

Or le célèbre Jeff Jacoby du Boston

Globe nous signale que l'incident n'est pas étonnant du tout. En effet, selon une enquête du Centre égyptien des Droits de la femme, 83% des égyptiennes natives et 98% des non-natives vivant dans ce pays ont connu au moins une fois une agression sexuelle dans un lieu public. De plus, selon le même Centre, **la moitié des femmes sont battues tous les jours** en Egypte ! Contrairement à ce que l'on imagi-

ne, celles qui portent le voile sont encore plus exposées.

Bernard Lewis attribue ce phénomène à une profonde misère générale. Faute de ressources, d'innombrables jeunes ne peuvent ni se marier, ni se rencontrer, ni fréquenter les maisons closes.

Effectivement le viol de Lara Logan s'inscrivait dans la banalité, celle de l'échec des dictatures arabes si prisées en Europe.

La société palestinienne est-elle belliciste ?

Lors d'une visite au Venezuela, en 1980, Arafat avait déclaré : *"Pour nous la paix signifie la destruction d'Israël. On se prépare pour une guerre totale, une guerre qui durera pendant des générations... La destruction d'Israël est l'objectif de notre lutte, et les lignes directrices de cette lutte sont restées fermes depuis la création du Fatah en 1965."*

Fayçal Hussein, que la presse a toujours présenté comme un modéré, faisait cette déclaration en 2001 (soit 21 ans plus tard) : *"Notre but ultime est la libération de toute la Palestine historique de la rivière du Jourdain à la mer Méditerranée, même si cela signifie que le conflit durera pendant encore 1000 années ou pendant de nombreuses générations"*.

La question se pose aujourd'hui. Quelque chose a-t-il changé dans l'approche palestinienne de la paix depuis ces deux déclarations ?

Pour y répondre, l'un des moyens les plus pertinents consiste à écouter le discours public des Palestiniens de ces derniers mois. C'est là un indicateur fiable pour appréhender les objectifs réels de ceux qui s'expriment en leur nom.

Dans les médias, dans le système éducatif, sur les panneaux publicitaires, à la lecture des journaux, la volonté de salir l'image des Juifs et d'Israël saute immédiatement aux yeux. Volonté de les diaboliser, de les déshumaniser (sous le qualificatif animalier de singes et de porcs). Volonté de les rendre responsables de tous les malheurs : ils répandent le sida, ils droguent et empoisonnent la population. C'est Israël qui a assassiné Arafat par le poison ; c'est aussi Israël qui veut détruire la mosquée Al Aqsa, qui vole les organes des Palestiniens, et qui fait même des expériences médicales sur les prisonniers.

Cette responsabilité s'étend aussi à l'échelle du monde ; la dernière difamation de l'Autorité palestinienne accusait Israël d'être impliqué

dans une grande conspiration internationale pour miner les pays arabes et musulmans du Yémen au Soudan ; selon Abd-Al-Rahim, Israël a orchestré la guerre civile au Liban, la division du Soudan, le conflit civil au Yémen, le massacre des chrétiens en Irak, la persécution des Palestiniens en Irak (*Al Hayat un Jadida* du 4 janvier 2011).

Tout comme le 6 janvier 2011, quand l'Union des écrivains et des



Intellectuels palestiniens dénonçait l'attaque de l'église d'Alexandrie comme une opération destinée à opposer musulmans et chrétiens dans l'Égypte arabe. Elle sous-entendait qu'Israël en était l'auteur.

Autre procédé, le double langage. Le 27 janvier 2011 Abbas s'adressait à un public occidental : « je suis engagé vers la paix mais pas pour toujours », puis face à un public arabe : « j'ai répété plus d'une fois que si les Arabes veulent la guerre, nous sommes avec eux. »

A trois reprises en 2010, Abbas a réitéré sa volonté de se joindre à une guerre globale arabe contre Israël : d'abord devant la Ligue Arabe en mars, puis en juillet, et enfin le 27 janvier 2011.

Ce goût irréprouvable pour la guerre

se manifeste aussi dans la promotion de la mort et des martyrs : les «Shahids» seront récompensés, les enfants encouragés à s'engager dans cette voie. Au nom de la religion, il faut tuer les Juifs et détruire Israël. Au nom d'Allah, les enfants doivent rechercher la mort. C'est tout le système éducatif via les manuels scolaires et la télévision qui élève le Shahid au statut de héros national. En janvier 2010, au cours d'une émission télévisée du Hamas destinée aux enfants, l'animateur s'exclame sur un mode admiratif : *«elle n'a pas plus de 10 ans et elle veut mourir comme Shahida»*.

Les camps d'été sont organisés pour faire de ces enfants des combattants.

En témoignent de nombreux clips vidéo diffusés sur la chaîne TV de l'Autorité palestinienne :

Le 19 janvier 2011, le slogan *«nous traitons le fusil comme un frère»* montre que l'AP continue de présenter la violence comme une option qui n'est que différée.

Le 23 décembre 2010, on y affirme *"qu'Israël a volé la musique, la nourriture et les terres des palestiniens"*.

Le 30 décembre 2010 : *« nous ne jetterons pas nos armes »*

Le 5 janvier 2011 : *« notre peuple ne déposera pas le fusil jusqu'à ce que notre terre soit libérée »*.

Mais après avoir poussé à la haine, puis à la violence, il faut réécrire l'Histoire. Cette réécriture a deux objectifs centraux :

- 1- Effacer 3000 ans d'histoire de la nation juive sur la terre d'Israël,
- 2- Inventer une histoire palestinienne antique, musulmane et arabe, sur cette même terre en lieu et place de celle des Juifs. Ils en sont étrangers, et donc Israël n'a pas le droit d'exister.

Pour ce faire, il faut nier la Shoah, il faut cacher aux Palestiniens que Jésus était juif et qu'il vivait en Ju-

dée dans la terre d'Israël. Et il faut naturaliser Jésus comme Palestinien, car c'est l'islam qu'il a prêché et rien d'autre. Ce qui compromet non seulement l'histoire juive mais aussi l'histoire et la légitimité du christianisme.

Tout est fait pour délégitimer Israël et entrer en conflit militaire et idéologique avec lui. Une telle incitation à la haine, une telle promotion de la violence sont incom-

patibles avec la paix et ne peuvent se comprendre que comme une étape obligatoire pour justifier une guerre totale, donc l'extermination du peuple israélien, à partir d'une victimisation intensive des Palestiniens.

La société des Palestiniens "modérés" est-elle belliciste ? Peut-on affirmer, à la façon de Stéphane Hessel, qu'on ne lui a pas laissé le choix alors que ses dirigeants

ont refusé d'innombrables offres de paix ? Pourquoi le peuple et les intellectuels palestiniens n'ont-ils pas créé de mouvement symétrique à "La Paix Maintenant", pourquoi les seules voix qui se font entendre de leur côté sont presque exclusivement celles des officiels et des groupes politico-militaires.

Et de ce côté-là, oui, on est tout à fait belliciste.

Edith Sitbon

SECTION LOCALE DE MARSEILLE DE FRANCE-ISRAËL, ALLIANCE DU GÉNÉRAL KOENIG

La section de Marseille est l'une des sections régionales de l'association France-Israël nationale. Elle partage ses objectifs, elle les décline dans le Grand Marseille et elle collabore activement avec les instances parisiennes. Ses principaux objectifs sont les suivants:

- Défendre devant l'opinion publique l'image d'Israël et répondre aux critiques tendancieuses à son égard;
- Œuvrer pour la coopération et l'entente entre la France et Israël dans tous les domaines;
- Informer l'opinion des prises de position, des problèmes et des réalisations d'Israël.

REJOIGNEZ LA SECTION DE MARSEILLE DE FRANCE ISRAËL !

L'adhérent à la section de Marseille bénéficie de plusieurs avantages:

- Il reçoit une version papier de « Pour un autre regard sur le Proche-Orient » dès sa parution;
- Il peut participer s'il le désire aux commissions de l'association comme la commission politique, la commission formation, la commission « événements » ;
- Il reçoit périodiquement, par e-mail, les communiqués et les nouvelles importantes;
- Il a accès gratuitement aux sessions de formation.

POUR REJOINDRE LA SECTION DE MARSEILLE

Nom:

Prénom:

Adresse:

.....

.....

Téléphone: _ _ _ _ _

E-mail :

Cotisation ordinaire : 30 €

Cotisation nationale : 60 €

Autres montants: Membre d'honneur : 250 €

Un Cerfa et une carte de membre de l'association sont adressés en retour

Chèques libellés à l'ordre de « France-Israël »

France-Israël Marseille BP 42 13266 Marseille cedex 08

Tél: 06 34 42 84 59 e-mail : franceisraelmarseille@gmail.com

Blog : <http://fim13.over-blog.com>

Israël reste une cible permanente des dirigeants du monde arabo-musulman

Disproportion !

Israël et le monde musulman

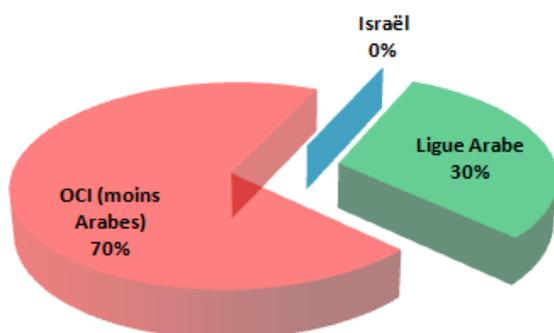


	Territoires comparés en km ²	Populations comparées en millions
Israël	22.000	7,55
Pays de la Ligue arabe	13.770.000	346,44
Pays de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)	31.677.000	1.555,14

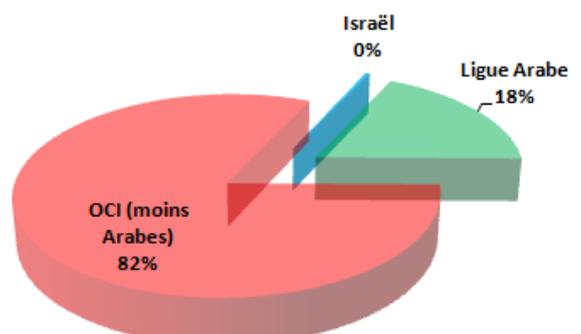
Comparaison entre Israël et le monde arabo-musulman

OCI = Organisation de la Conférence Islamique

Surface des territoires respectifs



Effectif de la population



France-Israël Marseille Section de Marseille de l'Association France-Israël, alliance du général Koenig

Directeur de la publication : Jean-Pierre Bensimon

e-mail: franceisraelmarseille@gmail.com

BP 42 13266 Marseille cedex 08

Tél: 06 34 42 84 59

Blog : <http://fim13.over-blog.com>